

Communiqué de presse

L'étude Homburger prise la main dans le sac

L'étude d'avocats Homburger SA remet à des journalistes suisses, au nom de l'Etat kazakh, des documents juridiques strictement confidentiels. Par cette pratique, elle commet des actes pouvant être assimilés à une tentative de manipulation des autorités judiciaires helvétiques et de diffamation des personnes citées dans ces documents. La famille Khrapunov, directement concernée par ces agissements, dénonce une instrumentalisation à des fins purement politiques.

Genève, le 5 mars 2013 – Dans son édition du 26 février 2013, *L'Agefi* prend l'étude d'avocats Homburger SA la main dans le sac. Le quotidien économique met au jour les pratiques de cette entreprise zurichoise qui compte 120 collaborateurs et se spécialise dans la défense et la représentation des grandes entreprises en Suisse. *L'Agefi* dévoile une « *opération de relations publiques orchestrée par le cabinet juridique Homburger* », lequel contacte activement des journalistes suisses aux fins de leur remettre, au nom de l'Etat kazakh qui le mandate, des documents juridiques strictement confidentiels.

Parmi les documents distribués se trouve la demande d'entraide à l'encontre de Viktor Khrapunov et de sa famille, adressée au printemps 2012 à la Suisse par l'Etat kazakh – un document strictement confidentiel réservé au seul usage des autorités judiciaires helvétiques.

La justice kazakh n'est ni libre ni indépendante. Il est de notoriété publique qu'elle se trouve à la botte d'un pouvoir tout entier concentré entre les mains du président Noursoultan Nazarbaïev, lequel dirige le pays d'une main de fer depuis 1989. Tous les juges et les procureurs du Kazakhstan sont directement nommés par lui et lui doivent allégeance. Il est avéré par les principales organisations internationales de défense des droits de l'homme que le régime kazakh ne recule devant aucune manipulation ni aucune violence pour acculer ses opposants, voire les éliminer physiquement. La fabrication et la falsification de documents pour motifs politiques sont pratiques courantes au Kazakhstan. En organisant l'« *opération de relations publiques* » dénoncée par *L'Agefi*, l'étude Homburger SA participe manifestement des méthodes de l'Etat kazakh.

Il y a lieu de rappeler qu'aujourd'hui, même si une enquête a été ouverte en Suisse pour faire suite aux allégations kazakhs, aucun des membres de la famille Khrapunov n'est inculqué d'une quelconque infraction en Suisse, et que cette dernière rejette en bloc toutes les accusations formulées contre elle par l'appareil policier du régime Nazarbaïev. La famille Khrapunov dénonce, derrière la demande d'entraide du Kazakhstan, une instrumentalisation de la justice et des médias suisses à des fins purement politiques, visant à diffamer les opposants au régime.

Contact

Marc Comina, porte-parole de la famille Khrapunov
mc@marc-comina.ch
+41 79 128 34 95